

ARTICLE 1^{er} : Est autorisée l'ouverture d'une école privée de l'Enseignement Fondamental dénommée «**Groupe Scolaire Siritio BALLO**» sise à Sikasso et appartenant à Monsieur **Soumaïla BALLO** domicilié à Daoudabougou.

L'école privée de Sikasso, comprenant le **premier et le second cycle** de l'Enseignement Fondamental dénommée «**Groupe Scolaire Siritio BALLO**», relève du Centre d'Animation Pédagogique de Sikasso I (Académie d'Enseignement de Sikasso).

ARTICLE 2 : Monsieur **Soumaïla BALLO**, en sa qualité de promoteur d'école privée, est tenu de se conformer strictement à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 3 : Le présent arrêté, qui prend effet pour compter de sa date de signature, sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Bamako, le 18 juin 2013

**Le ministre de l'Education, de l'Alphabétisation
et de la Promotion de Langues Nationales,
Bocar Moussa DIARRA**

**MINISTERE DU LOGEMENT, DES AFFAIRES
FONCIERES ET DE L'URBANISME**

**ARRETE N°2013-1840/MLAFU-SG DU 3 MAI 2013
FIXANT LES DETAILS DES MODALITES DE
FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION
NATIONALE DES DOMAINES ET DU CADASTRE.**

**LE MINISTRE DU LOGEMENT, DES AFFAIRES
FONCIERES ET DE L'URBANISME,**

ARRETE :

ARTICLE 1^{er} : Le présent fixe les détails des attributions des sections de la Direction Nationale des Domaines et du Cadastre.

**CHAPITRE I : DE LA DIVISION DE LA
LEGISLATION ET DU CONTENTIEUX**

ARTICLE 2 : La Division de la Législation et du Contentieux comprend deux (2) sections :

- la Section de la Législation et de la Réglementation ;
- la Section du Contentieux et des Etudes Juridiques.

ARTICLE 3 : La Section de la Législation et de la Réglementation est chargée de :

- préparer les éléments de la législation domaniale, foncière et cadastrale ;

- assurer l'interprétation des textes et prévoir toutes les mesures en vue de leur application ;
- instruire les demandes des usagers sollicitant des avantages en matière domaniale et foncière ;
- centraliser, conserver et diffuser les actes administratifs et les documents juridiques afférents à la législation domaniale, foncière et cadastrale.

ARTICLE 4 : La Section du Contentieux et des Etudes juridiques est chargée de :

- procéder à l'enregistrement et au suivi du contentieux et produire les mémoires en défense ;
- instruire les dossiers de réclamation qui doivent faire l'objet de décision relevant de la compétence du Directeur National des Domaines et du Cadastre ou du Ministre chargé des Domaines ;
- préparer les décisions à notifier aux services et aux usagers concernés ;
- mener toutes études juridiques relatives aux domaines, au foncier et au cadastre.

**CHAPITRE II : DE LA DIVISION DES DOMAINES
ET DE LA CURATELLE.**

ARTICLE 5 : La Division des Domaines et de la Curatelle comprend trois (3) sections :

- la Section Cession, Location et Affectation ;
- la Section Acquisition, Expropriation et Curatelle ;
- la Section Surveillance du Domaine Immobilier des Collectivités.

ARTICLE 6 : La Section Cession, Location et Affectation est chargée de :

- appliquer la réglementation relative aux recettes domaniales et aux droits et taxes afférents aux transactions foncières ;
- préparer les actes d'autorisation de cession et de location relevant de la compétence du Ministre Chargé des Domaines ou du Conseil des Ministres ;
- préparer les actes administratifs de cession et de location ;
- préparer les projets de décret d'affectation.

ARTICLE 7 : La Section Acquisition, Expropriation et Curatelle est chargée de :

- conserver et gérer les domaines de l'Etat ;
- préparer les actes d'acquisition des immeubles bâtis et non bâtis au profit de l'Etat ;
- suivre la préparation des actes d'autorisation et de déclaration d'utilité publique et leur conservation ;
- participer aux procédures d'expropriation et suivre le transfert des propriétés ayant fait l'objet d'expropriation dans le domaine de l'Etat ;
- gérer les biens mobiliers devenus sans emploi ;
- gérer les successions et biens vacants.

ARTICLE 8 : La Section Surveillance du Domaine Immobilier des Collectivités est chargée de surveiller la gestion des domaines des Collectivités Territoriales, notamment :

- préparer les conventions d'affectations et les cahiers de charges y afférents ;
- suivre, en rapport avec la Cellule de la Décentralisation et de la Déconcentration, toutes les actions tendant à la gestion des biens des Collectivités Territoriales ;
- centraliser, conserver et diffuser les actes constitutifs des domaines des Collectivités Territoriales ;
- suivre l'inscription des droits des Collectivités Territoriales dans les Livres Fonciers et l'établissement des certificats y afférents.

CHAPITRE III : DE LA DIVISION DU CADASTRE ET DE LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE.

ARTICLE 9 : La Division du Cadastre et de la Propriété Foncière comprend quatre (4) sections :

- la Section Délimitations et Enquêtes Foncières ;
- la Section Etudes ;
- la Section Documentation et Archives ;
- la Section Système d'Informations Cadastreales.

ARTICLE 10 : La Section Délimitations et Enquêtes foncières est chargée de :

- exécuter et suivre les travaux qui concourent à l'établissement, à la reproduction et au tirage des plans cadastraux ;
- procéder à la mise à jour des plans et documents cadastraux ;
- recenser et identifier les propriétés et leurs occupants.

ARTICLE 11 : La Section Etudes est chargée de :

- mener toutes études concourant à la confection et la mise en œuvre du cadastre ;
- déterminer la valeur vénale et locative des immeubles bâtis et non bâtis.

ARTICLE 12 : La Section Documentation et Archives est chargée de la conservation des documents et des plans cadastraux.

ARTICLE 13 : La Section Système d'Informations Cadastreales est chargée d'assurer l'administration et la mise à jour du Système d'Informations Cadastreales.

CHAPITRE IV : DE LA DIVISION DES ETUDES ET DES RECETTES

ARTICLE 14 : La Division des Etudes et des Recettes comprend deux (2) sections :

- la Section Etudes ;
- la Section Recettes.

ARTICLE 15 : La Section Etudes est chargée de :

- mener des études pour améliorer les recettes ;
- constituer une banque de données relatives à la gestion administrative et financière de la Direction Nationale des Domaines et du Cadastre ;
- préparer et planifier les budgets des différentes activités et des programmes de la Direction Nationale des Domaines et du Cadastre et faire le suivi – évaluation de leur exécution.

ARTICLE 16 : La Section Recettes est chargée de :

- centraliser et analyser les informations relatives aux recettes, provenant de l'ensemble des structures de recouvrement de la Direction Nationale des Domaines et du Cadastre ;
- planifier les recettes ;
- procéder à des rapprochements comptables avec les services compétents du Ministère chargé des Finances.

ARTICLE 17 : Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Bamako, le 3 mai 2013

**Le ministre du Logement, des Affaires Foncières et de l'Urbanisme,
David SAGARA**

**ARRETE N°2013-1841/MLAFU-SG DU 3 MAI 2013
FIXANT L'ORGANISATION ET LES MODALITES
DE FONCTIONNEMENT DES SERVICES
REGIONAUX ET SUBREGIONAUX DES
DOMAINES ET DU CADASTRE.**

**LE MINISTRE DU LOGEMENT, DES AFFAIRES
FONCIERES ET DE L'URBANISME,**

ARRETE :

ARTICLE 1^{er} : Le présent arrêté fixe les détails de l'organisation et les modalités de fonctionnement des services régionaux et subrégionaux des Domaines et du Cadastre.

TITRE I : DES SERVICES REGIONAUX

CHAPITRE I : DE L'ORGANISATION

ARTICLE 2 : La Direction Régionale des Domaines et du Cadastre comprend :

- la division des recettes ;
- la division du cadastre ;
- la division des domaines et du contentieux.

ARTICLE 3 : La Division des Recettes est chargée de :